

IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES DES MIGRATIONS DANS LA COMMUNE RURALE D'ALLAKAYE AU NIGER

WAZIRI MATO Maman, Département de Géographie,
HAMBALLY Yacouba, Département de Sociologie
OUMAROU Gambo, Département de sociologie
Faculté des Lettres et Sciences Humaines
Université Abdou Moumouni de Niamey – Niger

RÉSUMÉ

Au Niger, à travers les discours, la migration est perçue négativement par le pouvoir public. Dans la région de Tahoua, le solde migratoire est négatif selon les données du recensement de la population de 2001. La commune rurale d'Allakaye située dans la partie ouest du département de Bouza se particularise par son flux migratoire de plus en plus important. Dans cette commune où le déficit céréalier est chronique, les actions des ONG et projets de développement ont montré leurs limites, par conséquent la population quitte le milieu vers d'autres horizons à la recherche du bien être.

Des enquêtes menées auprès de la population portant sur des échantillons de migrants circulaires de retour et de chefs de ménages dans le cadre du programme de recherche « le Niger espace de migration et de transit : dynamique territoriale et recomposition spatiale » ont permis de mieux comprendre la situation.

Mots clés : République du Niger, Commune rurale d'Allakaye, migration, population, impacts social et économique

Summary: Socioeconomic impacts of migration in the rural commune of Allakaye (Department of Bouza in Niger)

In Niger, the official discourse of public authorities reflects a negative view of migration. In the Tahoua region, data from the 2001 population census show that the net effect of migration is negative. The rural community of Allakaye, in the western part of Bouza department, is characterized by an ever increasing migration flow. In this town, where cereal deficit is chronic, the actions of NGOs and development projects have shown their limits and the population leaves for other places in search of a better living.

Surveys conducted with returning migrants and household heads in the research program "Niger as an area of migration and transit: Territorial dynamics and spatial reconstruction" have given a better understanding of the situation.

Keywords: Republic of Niger, rural commune of Allakaye, migration, population, social and economic impacts.

INTRODUCTION

Pendant longtemps, au Niger, les migrations furent considérées comme un fléau à la fois pour les zones de départ que pour les zones d'arrivée. Les mesures consistaient, au cours de la période, à décourager les départs des candidats à la migration. Malgré cela le phénomène s'est amplifié. Les analyses et les regards autant chez les scientifiques que chez les politiques et les partenaires au développement devinrent plus nuancés. Aujourd'hui, l'exode rural et la migration d'une manière générale sont considérés comme des activités génératrices de revenus (AGR).

Des initiatives importantes sont entreprises par les migrants : création d'associations des ressortissants des régions, de communes ou de villages, des actions d'intérêt collectif, etc. Aussi, des investissements dans les zones de départ sont réalisés par les migrants pour accompagner le développement de leurs localités et de leurs pays en général.

Le présent travail de recherche examine les impacts socio-économiques des réalisations entreprises par les migrants d'une commune rurale de la région de Tahoua, un réservoir pour les départs des migrants au Niger.

Le texte présente d'abord le contexte de l'étude puis la méthode de recherche enfin les résultats en mettant l'accent sur les effets positifs mais aussi en signalant quelques impacts négatifs de la migration dans la commune.

1. CONTEXTE DE L'ÉTUDE

Il sera présenté dans ce passage la problématique et les principales caractéristiques du terrain d'étude. Ensuite, les deux concepts clés, à savoir la migration et l'impact, autour desquels s'est construite l'analyse seront définis.

1.1. Problématique

Des contraintes évidentes de développement liées à l'absence de perspectives conduisent à un départ massif des bras valides vers d'autres horizons. Ce déplacement a des impacts dans la communauté de départ des émigrés à travers les transferts des ressources et les changements de comportements qui impriment de nouvelles dynamiques dans la société. Ainsi, une des principales questions est de savoir comment l'émigration des natifs en milieu rural peut contribuer à améliorer les conditions de vie des ménages et accroître le niveau de développement ? C'est ce que nous examinerons à travers le cas de la commune rurale d'Allakaye dans la région de Tahoua au Niger. Pour aborder la question deux hypothèses ont été retenues : la première est que les divers appuis apportés par les émigrants sont suffisamment importants pour améliorer les conditions de vie de leurs

familles restées dans la zone de départ ; la deuxième est que les émigrants contribuent au développement de leur commune à travers des investissements réalisés dans des actions communautaires ou des activités économiques.

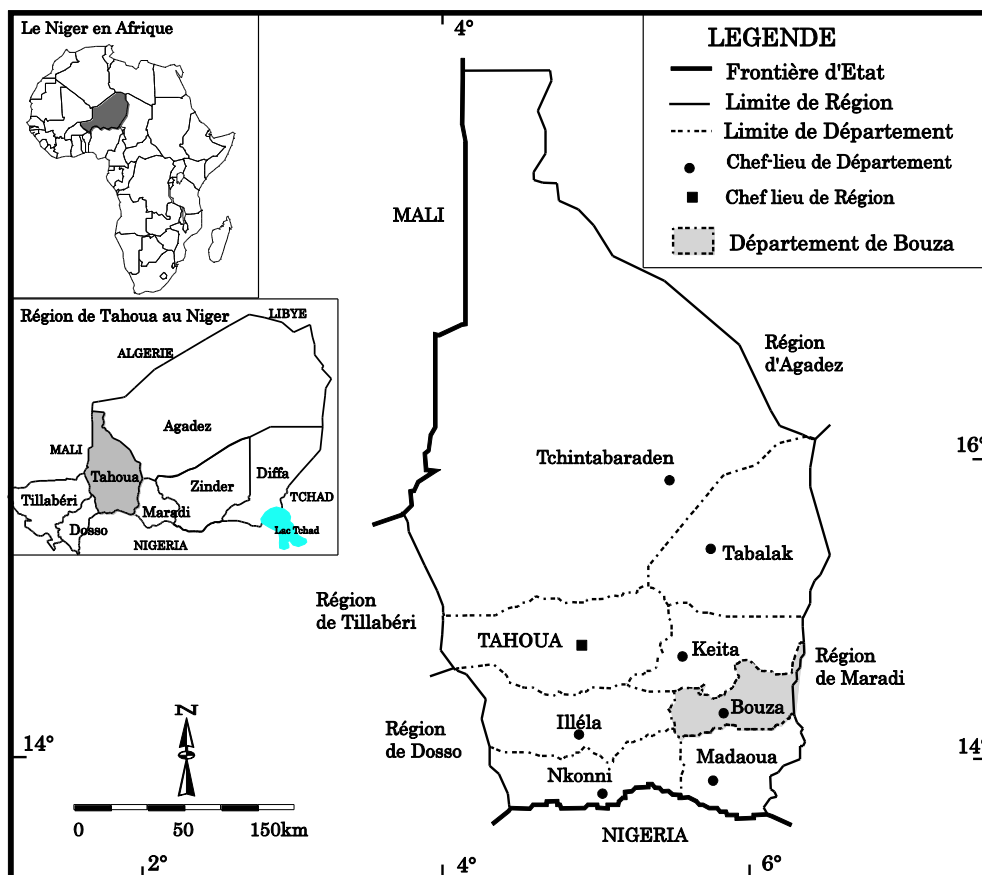
1.2. Présentation du terrain d'étude : la commune rurale d'Allakaye

La commune rurale d'Allakaye est localisée dans la partie Ouest du département de Bouza dans la région de Tahoua (carte 1). Couvrant une superficie d'environ 30.000 Km², la commune rurale d'Allakaye est limitée à l'est par les communes de Bouza et Déoulé, à l'ouest par la commune de Badaguichiri, au nord par la commune de Garhanga et au sud par celle de Tama. Les caractéristiques physiques du milieu font du territoire communal une zone de plateaux et de vallées. La végétation est composée de steppe arbustive et de graminées. La commune ne dispose d'aucun cours d'eau permanent et le climat de type sahélien est caractérisé par des précipitations irrégulières. Au recensement administratif de 2005 la commune rurale d'Allakaye avait une population de 56.558 habitants regroupés dans 36 villages administratifs. Trois principaux groupes ethnolinguistiques à savoir Hausa, Peul et Touareg vivent dans cet espace. D'après la monographie de la commune d'Allakaye (2005), on observe une légère prédominance de la population féminine est observée.

L'économie de la commune est essentiellement basée sur l'agriculture, l'élevage, le commerce et l'artisanat. L'agriculture, principale activité de la commune qui occupe plus de 90 % de la population n'arrive cependant pas à nourrir la population qui vit dans une précarité alimentaire depuis plus d'une décennie. L'élevage qui devrait prendre le relais n'est pas du tout développé. Quant au secteur du commerce, il est essentiellement dominé par des marchands ambulants et des vendeurs des denrées alimentaires. Les marchés d'Assoudjé et de Tadoupta constituent les deux principaux pôles d'attraction des activités commerciales de la commune. L'artisanat, secteur où exercent essentiellement des forgerons, des menuisiers, des cordonniers et des vanniers, est une activité complémentaire pratiquée par une minorité de la population.

C'est un espace soumis à des contraintes physiques évidentes notamment la dégradation des terres par l'effet conjugué de l'érosion hydrique et la faible couverture végétale mais aussi l'irrégularité des précipitations qui fait de la commune une des zones de départ en migration par excellence.

Carte 1 : Localisation du département de Bouza dans la région de Tahoua



Source : Atlas National du Niger, 2002

1.3.- La définition des concepts de migration et d'impact

Le dictionnaire économique et social (1975), définit les migrations comme « *mouvements des populations humaines qui s'expriment par des déplacements dans l'espace de divers types* ». En effet, les migrations se subdivisent en plusieurs types ; elles peuvent être nationales ou internationales, temporaires ou de longues durées.

Elles concernent soit le départ d'une zone de résidence habituelle vers un autre lieu, soit l'arrivée d'un déplacé dans un milieu d'accueil donné. Le premier type s'appelle émigration et la seconde immigration. L'émigration et l'immigration se traduisent par des mouvements de populations en sens inverse, dont le résultat est appelé solde migratoire. Cet indicateur est positif lorsque les arrivées sont supérieures aux sorties, négatif si elles sont inférieures. Mais lorsque les départs et les arrivées s'équilibrent, on parle de solde migratoire nul. Ouedraogo (2002 :7) définit la migration internationale comme étant tout déplacement d'individus d'un pays à un autre, impliquant

un changement de résidence de six mois ou plus. Pour l'UNESCO, la migration concerne le passage des frontières politiques et administratives pour un minimum de temps. Elle inclut les mouvements des réfugiés, des personnes déplacées et des migrants économiques. Dans le lexique des sciences sociales, (Grawitz, 2004 : 275), les migrations ont été définies comme « *le déplacement volontaire de groupe d'individus quittant leur pays définitivement pour une longue durée, en général dans l'espoir de trouver du travail. Sens différent de réfugié et de touriste* ».

Selon Meye (2000 : 2), « *la migration est un phénomène lié aux changements de résidence opérés à l'intérieur d'une zone déterminée, un territoire national ou une province* ».

D'autres qualificatifs sont attribués à la migration. C'est ainsi qu'on parle de migration clandestine pour désigner le déplacement des individus d'un pays ou d'un continent à un autre, dans le but d'obtenir du travail sans avoir des papiers légaux. Le Niger est un pays de transit des clandestins d'Afrique de l'ouest et d'autres horizons traversant le Sahara en direction du Maghreb et de l'Europe.

Dans le cadre de ce travail la notion de la durée ne s'applique pas. Donc, la migration se définit comme tout déplacement d'individu à l'intérieur du Niger ou en direction d'un autre pays et entraînant un changement de résidence dont la durée de séjour n'est pas limitée. Ce changement de résidence a assurément un impact autant pour la zone de départ que pour la zone d'accueil. L'impact étant comme le signale Grawitz (2004) « *l'effet produit sur un individu ou une situation, par un événement, une action* ». Dans le cadre de ce travail, impact désigne les conséquences positives et/ou négatives de la migration sur les conditions de vie sociale et économique des migrants ainsi que des ménages dans la commune rurale d'Allakaye se présentant comme une zone de départ.

2. MÉTHODE DE RECHERCHE

Après une recherche documentaire, étape décisive de tout travail scientifique et qui a conduit à une meilleure compréhension du contexte, notre travail s'est essentiellement basé sur des données de terrain.

2.1. Élaboration des outils

A cette étape, afin de mieux comprendre et analyser le phénomène, des outils de recherche qualitative et quantitative s'inspirant de la méthodologie générale du programme de recherche « Fonds de Solidarité Prioritaire » FSP-2003/74 « le Niger espace de migration et de transit : dynamique territoriale et recomposition spatiale »¹ ont été utilisés. C'est ainsi qu'il a été élaboré

¹ Programme de recherche pluridisciplinaire ayant impliqué une équipe de chercheurs de l'Université Abdou Moumouni de Niamey

deux guides d'entretien et deux questionnaires. Pour les guides d'entretien, il s'agit d'un guide d'entretien villageois et un autre adressé aux membres du conseil communal d'Allakaye. Quant aux questionnaires, ils furent destinés l'un aux migrants circulaires de retour, et l'autre aux chefs des ménages.

2.2. Le choix de la population et l'échantillonnage

L'entretien avec les membres du conseil communal est animé par le fait que leur statut de représentant de la population permet de recueillir auprès d'eux des informations plus détaillées sur le plan socio-économique et politique de la commune. Il permet aussi de faire le point sur les différents aspects de la migration et de ses impacts. L'entretien avec les villageois, particulièrement les chefs des villages vise à relater l'histoire de chaque village afin de mieux cerner la question de la migration.

La population d'enquête est constituée de plusieurs catégories de personnes. Concernant le premier questionnaire, seules les personnes âgées de 13 à 65 ans de sexe masculin ont été interrogées. Il s'agit ici d'exclure la population féminine parce que dans cette communauté les femmes sont très peu concernées par la migration de travail. Le choix de la tranche d'âge de 13 à 65 ans se justifie aussi par le fait qu'à ces âges les gens sont dynamiques et aptes à la mobilité. Le choix des ménages pour le second questionnaire vise, au-delà des individus, à cerner l'impact des migrations sur la communauté à travers l'unité de regroupement la plus pertinente dans la région.

Le migrant circulaire de retour est celui qui effectue des va-et-vient entre la zone d'accueil et celle de départ, résidant dans cette dernière et qui a l'intention de retourner en migration un jour ou l'autre. Dans chaque village, 1/60 de la population totale et 1/20 de tous les ménages ont été pris comme échantillon. En somme, l'échantillon est constitué de 64 individus et 63 ménages.

2.3. La collecte et traitement des données

Plusieurs missions de terrain ont été effectuées durant les deux années du programme de recherche évoqué plus haut. Ces séjours sur le terrain ont conduit à la collecte d'informations à l'aide des différents outils élaborés et ont permis de découvrir diverses réalisations des migrants telles que les mosquées, les maisons, les classes, les centres de santé, les boutiques, etc.

Pour conduire les entretiens et administrer les questionnaires, la méthode d'administration indirecte a été retenue puisque la majeure partie de nos enquêtés ne sait pas lire.

Les entretiens ont été semi directifs. Ceux portant sur les villages se sont déroulés lors de réunions restreintes regroupant sept à huit chefs de ménage autour des chefs de village. Ce procédé a permis de mieux orienter les débats et de recueillir des informations pertinentes. La présence de tous les conseillers communaux lors d'une session ordinaire a été l'occasion d'un

entretien avec ces représentants de la population. L'exercice était riche en renseignements dans la mesure où, dans leur grande majorité, ces élus locaux ont vécu l'expérience de la migration.

En ce qui concerne le questionnaire « migrants circulaires de retour », l'administration s'est faite en suivant un quota attribué à chaque quartier en fonction de son poids démographique. Les individus interrogés ont été tirés au hasard. Le même procédé a été utilisé au sujet de l'administration du questionnaire ménage.

Les différentes informations collectées autant dans le cadre des entretiens que des questionnaires ont été regroupées suivant les thèmes qui constituent les différentes articulations du sujet.

Il est aussi important de noter que les différents séjours sur le terrain ont été des moments opportuns d'observer de près les préparatifs de départ des migrants surtout vers la Côte d'Ivoire et le Nigeria.

3. IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES DES MIGRATIONS SUR LES MÉNAGES

Des actions individuelles se joignant à celles collectives déterminent ces impacts qui se traduisent par des rapports de solidarité entre les migrants et leurs familles.

3.1. L'amélioration des conditions de vie des ménages

Le ménage est un ensemble de personnes apparentées ou non qui habituellement vivent dans un même logement, partagent le repas « préparé sur le même feu », gèrent en commun tout ou une partie de leurs ressources et reconnaissent l'autorité d'une même personne appelée chef de ménage (MP/RS, 2006). D'après les résultats de l'enquête, la migration est un phénomène qui contribue à améliorer les conditions de vie des ménages par les transferts de fonds et de diverses ressources. Ces résultats montrent que 41% des ménages enquêtés déclarent avoir reçu des dons d'une valeur estimée entre 100 000 FCFA à 500 000 FCFA au courant de l'année 2007. A travers ces dons, les migrants expriment leur attachement à leurs familles ou au village d'origine. En sommes, plus de 2/3 des ménages enquêtés sont soutenus par les migrants. Ces appuis se manifestent de plusieurs manières (tableau I).

Sur le plan alimentaire, les denrées acheminées dans les ménages permettent de combler le déficit céréalière et de couvrir, plus ou moins, les besoins alimentaires. Aussi, la migration a un impact sur le régime alimentaire de la population locale. En effet, dans certains villages comme Assoudjé, ce sont des ghanéennes en situation de migration matrimoniale qui évoluent dans « la restauration de rue ». Un peu à l'image de Niamey, ces femmes expatriées occupent tous les points de regroupement dans les rues. Qu'on puisse trouver dans ce village où la population préfère, d'ordinaire, des aliments à base de mil, des plats à base de farine de manioc, d'igname, de

riz, de pâtes alimentaires (macaroni, couscous, etc.), témoigne de la mutation des habitudes alimentaires.

Le logement est un secteur qui reçoit l'appui des migrants. Selon les résultats de l'enquête, 27% et 43% des ménages affirment avoir reçu de l'argent respectivement pour construire ou rénover leurs logements. On note de plus en plus une amélioration de l'architecture et de la qualité des matériaux de construction (photo 1). L'immobilier est, par conséquent, un important secteur d'investissement personnel des migrants envisageant de rentrer définitivement. Par cet acte, ces derniers cherchent à offrir à leurs familles des meilleures conditions de logement une fois de retour. L'ameublement des chambres et leur équipement avec divers objets d'ornement sont désormais caractéristiques de certaines maisons. Il est assez fréquent de trouver dans certaines chambres des équipements modernes comme les chaînes radios et des postes téléviseurs alimentés par des groupes électrogènes. De l'extérieur, les matériaux de construction et l'architecture des maisons montrent un changement de type d'habitat (photo 1). Ces éléments fruits de l'émigration des natifs témoignent le processus de modernisation des villages comme Gourgoutoulou, Foga, Allakaye, Denya, Assoudjé et Egalawa.

Photo1 : une maison construite par un migrant à Allakaye



Cliché de Gambo, 2007

En milieu rural nigérien, les chambres des jeunes mariées sont équipées en objets de la culture locale. Cette pratique est bouleversée par l'utilisation des meubles en provenance des pays côtiers en remplacement de ceux dits traditionnels. Parmi ceux-là, on peut citer entre autres, des lits en bois rouge en provenance de la Côte d'Ivoire, des tapis, des chaises, etc.

Un autre changement assez remarquable porte sur le domaine agricole. Il se traduit par plusieurs actes dont l'achat des terres de culture par des migrants y compris dans les communes voisines. Ainsi, 22% des ménages enquêtés ont affirmé avoir reçu des dons en espèce pour l'achat des terres de

cultures. L'investissement dans ce domaine contribue à l'accroissement de la production agricole. Les migrants contribuent aussi à l'amélioration des équipements agricoles par l'achat des charrettes. Un autre domaine d'action des migrants est l'achat du bétail. C'est ainsi que 40% des ménages enquêtés déclarent avoir investi dans ce secteur avec l'argent envoyé par les migrants. Cette action a quelques significations. D'abord, c'est une sorte d'investissement permettant aux migrants de promouvoir les ressources économiques de leurs ménages. En plus, elle permet aux ménages propriétaires de bétail de jouir des produits dérivés de l'élevage notamment le lait. Sans être exhaustif, les différentes actions dans le domaine agricole, aussi modestes soient-elles, contribuent à l'atténuation des risques d'insécurité alimentaire des ménages.

Tableau I : Les principaux postes de dépense des migrants de la commune

Motifs	Effectifs	Pourcentage
Achat foncier	14	22%
Rénovation de logement	27	43%
Construction de logement	17	27%
Achat d'animaux	25	40%
Impôt	14	22%
Cérémonies	24	38%
Achat d'outils de travail (charrue, charrette)	2	3%
Labour	4	6%
Non investissement	20	32%

Source: Enquête FSP, 2007

Divers autres actions réalisées par les migrants contribuent à l'amélioration du niveau de vie des ménages. Il s'agit surtout de la parution d'un nouveau phénomène en occurrence le recours aux employées de maison communément appelées « bonnes ». Ces dernières appuient les femmes dans leurs tâches quotidiennes. A l'image des citadines et des épouses de fonctionnaires, les femmes rurales de la commune d'Allakaye commencent de plus en plus à jouir de ce privilège. Cette pratique novatrice qui n'était réservée qu'aux employés de l'Etat traduit un aspect de changement de style de vie en milieu rural nigérien en général et celui de la commune rurale d'Allakaye en particulier. Ce phénomène qui consiste à recruter un employé de maison pour sa famille est considéré comme un changement de statut, donc de réussite. Il est perçu par les populations, à tort ou à raison comme également un fait de modernisation. Dès lors que le migrant a pignon sur rue, il épargne sa femme ou sa mère des travaux domestiques que l'employé de maison assurera désormais.

Il serait difficile d'être exhaustif tant les actes posés par les migrants sont nombreux. Nous pouvons néanmoins citer quelques uns notamment : la distribution du sucre durant le mois de ramadan, la prise en charge du financement du pèlerinage à la Mecque et de l'habillement de la famille surtout lors de certains événements populaires (mariages, fêtes, etc.).

Les rapports entretenus par les migrants avec les membres de leurs familles, sont couronnés d'éloges. Ainsi, à chaque occasion comme le signale Gambo (2007) cette formule est couramment prononcée par des personnes âgées « *yan diga Allah shi yi albarka* » c'est-à-dire, que Dieu bénisse les migrants. La migration qui était perçue comme négative par les discours officiels (politique et scientifique) apparaît d'abord comme mode de gestion de pénurie alimentaire avant de devenir une activité génératrice de revenus. Une bonne partie du ménage va en exode pour épargner la récolte par la réduction du nombre « de bouches à nourrir ». Du point de vue des populations, elle n'est plus perçue comme un fléau ; par conséquent, de nombreuses stratégies sociales sont mises en œuvre pour susciter le départ des jeunes en migration.

3.2. Des changements dans le mode de vie

Le changement dans le mode de vie peut être analysé à travers plusieurs indicateurs dont la transformation des structures familiales, l'adoption de nouveaux moyens de transport et de méthodes de communication ainsi que les mutations dans les rapports sociaux culturels.

3.2.1. Transformation des structures familiales

Les ménages étaient longtemps dirigés par des hommes dans la commune rurale d'Allakaye. L'absence de leurs conjoints fait qu'aujourd'hui, les femmes jouent de plus en plus le rôle de chef de ménage. Grâce à leurs activités, elles arrivent à subvenir aux besoins du ménage. Les données de l'enquête de 2007 révèlent que les femmes chefs de ménages représentent 7,4% de l'échantillon (tableau II). Dans leurs nouvelles fonctions elles sont épaulées par leurs enfants ou leurs parents. Ces catégories de femmes développent des stratégies de survie, parmi lesquelles la réalisation d'activités génératrices de revenus dont « la restauration de la rue », les cultures de contre saison, le petit commerce, etc. Il s'agit essentiellement des femmes mariées qui restent dans le foyer conjugal en l'absence du mari. Ces femmes continuent de bénéficier du soutien du mari et assument le rôle de chef de ménage.

Tableau II: Répartition par sexe des chefs de ménage

Sexe	Nombre des ménages	Fréquence
Masculin	59	93,6%
Féminin	4	7,4%
Total	63	100%

Source : (Enquête FSP, 2007) NB : les chiffres ne donnent pas 100% dans la colonne des fréquences

L'institution familiale a subi l'influence de la migration. Dans tous les villages enquêtés, la structure familiale a été modifiée. Auparavant, dans le village, les jeunes évoluaient dans une grande famille dirigée par un chef. Tous les jeunes mariés vivaient également dans la même concession que leurs parents. Le repas se partageait entre les membres, dans la cour commune, selon les groupes et le sexe. A la faveur des ressources générées par la migration les jeunes prennent de plus en plus leur indépendance. Aujourd'hui, les familles se nucléarisent de plus en plus comme le signalait déjà Kilani et al. (2000) évoquant la dynamique de changement dans un village sahélien du sud-est nigérien. Un des indicateurs de cette dynamique est le nombre croissant de ménages à taille réduite. En effet, les enquêtes révèlent que 35% de ménages comptent 1 à 4 personnes et 44% de 4 à 8 (tableau III).

Tableau III: La taille des ménages

Nombre de personnes	Nombre de ménages	Pourcentage
[1 – 4]	22	35 %
[4 – 8]	28	44 %
[8 –12]	8	13 %
[12 à plus [5	8 %
Total	63	100 %

Source : (Enquête FSP, 2007)

3.2.2. L'impact des nouveaux moyens de communication et de transport

Le processus de modernisation constaté dans la commune s'accompagne de l'introduction des nouveaux moyens de transport et de communication. Dans le quotidien des habitants, les moyens modernes de transport ont apporté un changement significatif. En effet, une évaluation faite en 2006, montre qu'il y a «102 motos et 1222 vélos comme fruits de la migration dans les villages de la commune d'Allakaye ». Ce constat est confirmé par le président des jeunes de la commune d'Allakaye qui disait «aujourd'hui les motos introduites par les migrants remplacent les dromadaires lors des cérémonies de mariage et servent également d'ambulances pour le transport des malades». Ces nouveaux moyens de transport viennent en renfort des transports effectués par les charrettes asines et bovines. Ils épargnent la population de certaines tâches pénibles telles que le transport physique des matériaux de constructions des maisons.

La révolution du siècle dans le monde rural de la région de Tahoua et de toutes les régions du Niger est sans nul doute l'introduction et l'émergence progressive du téléphone portable. Ce moyen de communication, à la portée

du plus grand nombre, a facilité les contacts mais aussi les transactions financières dans la Région.

3.3. Bouleversement des pratiques cérémoniales

Ce bouleversement affecte aussi bien les mariages que les baptêmes. Les mariages se pratiquaient le plus souvent après les récoltes. Mais aujourd'hui, ils sont célébrés même pendant la saison pluvieuse initialement réservée aux travaux champêtres. Comme indiqué par Raynaut (1973) dans le cadre d'une famille élargie, le patriarche, « maï gida », a le devoir de supporter tous les éléments du groupe notamment de verser la dot du premier mariage. Aujourd'hui ce principe n'est plus respecté car, à l'aide des ressources générées par la migration « *les jeunes adraouas² se marient le plus souvent avec les frais de leurs propres efforts* » (Mounkaila et al, 2010 : 67).

Cette migration a contribué à l'évolution d'autres formes de mariages comme "agan tasha" et "balangandi". La première forme consiste en une endogamie qui atténue certaines exigences coutumières. La seconde, quant à elle, est une forme d'exogamie des ivoiriennes, des ghanéennes, des togolaises,...qui convolent en justes noces avec les ressortissants de la Commune Rurale d'Allakaye.

Le baptême a aussi ses propres exigences coutumières qui pèsent dans le quotidien de la population. Par exemple, le baptême du premier enfant occasionne d'importantes dépenses ; c'est pourquoi, le chef du village de Allakaye Yamma souligne que « *le premier baptême vaut un premier mariage* ». Pour y faire face les émigrés font immédiatement part de leur assistance, prenant ainsi en charge la cérémonie. Ces contributions permettent aux bénéficiaires d'accomplir leurs devoirs coutumiers.

4 - IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES DES MIGRATIONS AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE

Au regard du mode de vie quotidien des populations, il est devenu fréquent de voir émerger de nouvelles stratégies de lutte contre la précarité. Ainsi, face aux difficultés sanitaires et économiques, aux insuffisances des programmes de développement, on observe, dans la commune, de plus en plus des actions et des projets significatifs financés par les associations villageoises des migrants (Guy et al., 2003 ; Gambo, 2007 ; Mounkaila et al., 2010). Ces dernières se distinguent selon leurs niveaux de représentation : communales, villageoises ou de quartiers. Les liens entre migrants et non migrants s'intensifient. Ces liens ont sans aucun doute, des impacts significatifs sur les pays d'origine des migrants (Lisane, 2006, p. 1).

² Habitants de l'Ader, région de Tahoua au Niger

4.1. Les modes d'organisation et assistance à la communauté

Les ressortissants de la commune d'Allakaye en Côte d'Ivoire sont regroupés au sein d'une association dénommée « Association des Ressortissants de la Commune d'Allakaye en Côte d'Ivoire » (ARCACI). Elle a pour objectif de contribuer au développement socio-économique de la communauté de départ. Au niveau des villages quelques regroupements des migrants prennent des titres. On note l'association « *Alhamdou-lillahi* » de Denya, « *Biyyaya* » d'Allela, « *A-daure* » d'Assoudjé, etc. Parmi celles de quartier on peut retenir l'Association Club d'Amitié de Foga (ACAF) siégeant à Lagos et l'Union de la Jeunesse Foganaise pour la Solidarité et le Progrès (UJFSP) de Foga. Ces associations fonctionnent presque dans chaque pays d'accueil à travers des réunions et des assemblées générales hebdomadaires ou mensuelles des ressortissants. Au cours de ces réunions, sont discutées les recettes et les dépenses de l'association, mais aussi des actions à entreprendre dans les pays d'accueil comme dans leurs milieux d'origine.

Les migrants interviennent au niveau communautaire de deux façons. La première consiste à agir par des actions individuelles d'assistance à la communauté. La seconde, quant à elle, est l'œuvre des structures de regroupement des migrants. A l'image des Mossi installés dans la boucle du Mouhoun les actions sont facilitées par des revenus nettement supérieurs à ceux de la zone de départ (Guy et al., 2003).

Les cotisations des migrants ont permis, par l'intermédiaire des associations de réaliser de nombreuses infrastructures parmi lesquelles : la construction de salles de classes en matériaux définitifs ou en pisés, la construction et l'équipement des centres de santé, la réalisation des puits et de châteaux d'eau, l'achat des groupes électrogènes, de chaises et de tables bancs, la construction ou la rénovation de plus de vingt six mosquées dans la commune d'Allakaye. A titre indicatif, l'association des émigrés de Denya dénommée « *Alhamdou-lillahi* », a financé la construction du centre de santé intégré (photo 2), son équipement en matériel médical, sa dotation en produits pharmaceutiques et la construction du logement des agents de santé pour une valeur de 45 000 000 FCFA.

Photo 2: CSI de Denya financé par l'association des migrants du village



Cliché de Gambo, 2007

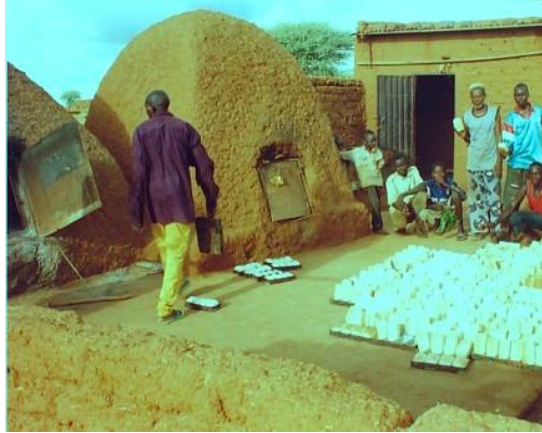
Le paiement des impôts étant un devoir pour les citoyens les regroupements associatifs des émigrés prennent en charge l'acquittement de cette charge facilitant ainsi la collecte des taxes par la Mairie et contribuant à l'amélioration du fonctionnement de la commune. En 2006, sur une prévision de recettes de 20 902 000 FCFA la commune a recouvré 18 065 976 FCFA soit un taux de réalisation de 86,43% (Rapport annuel de la commune d'Allakaye, 2007). Ces performances ne sont pas étrangères aux appuis apportés par les ressortissants en migration. A titre illustratif, en 2007 les taxes communales de toute la population imposable de Tounga Akay s'élevant à 109 900 FCFA, ont été payées par l'association des ressortissants de cette localité résidant en Côte d'Ivoire.

4.2. Le développement du secteur productif

La pluriactivité est un aspect du changement dans les structures sociales. Elle se traduit par divers investissements réalisés par les migrants dans plusieurs domaines d'activités. Nous retiendrons pour le présent travail le cas des activités commerciales.

Dans le cadre de l'amorce du développement économique de la commune de nombreuses activités sont nées et sont devenues les lieux par excellence de transactions et de centres d'attraction des villageois. C'est le cas du magasin d'articles divers de Foga, des cabines téléphoniques, des salles privées de vidéos, des trois magasins d'alimentation et des fours à pains de Sabon Gari et d'Allakaye. L'installation de ces boulangeries (photo 3) a favorisé la création de petits métiers comme ceux de restaurateurs et de vendeurs de thé.

Photo 3 : Four à pain d'un migrant à Allakaye, (Gambo, 2007)



Les migrants investissent de plus en plus dans le domaine du transport notamment les taxis motos (kabu-kabu) qui rapportent d'importants revenus aux propriétaires. Ces taxis motos procurent aux migrants circulaires de quoi bien passer leur séjour au village mais servent aussi, à leur absence, de source de revenus à leurs familles. En plus, d'autres migrants investissent dans les taxis de brousse qui assurent les déplacements des habitants entre différents villages ou marchés. Même si l'investissement initial est très coûteux, les transporteurs estiment que l'activité est rentable parce qu'elle rapporte d'importants revenus aux propriétaires des véhicules. Il convient de signaler que certaines activités ont vu le jour avec l'appropriation, en milieu rural de ces moyens de transport. Il s'agit notamment de la vente des hydrocarbures, du commerce des pièces détachées, de la réparation et de l'entretien des automobiles.

Une autre activité, fruit de la migration est l'achat des moulins ou machines à mouliner les grains. Cette activité de transformation de denrées alimentaires contribue au développement économique par l'accumulation des revenus mais aussi et surtout atténue les souffrances des femmes rurales. Grâce à ces machines, l'extraction de l'huile d'arachide se développe permettant ainsi aux femmes de subvenir aux besoins de leurs ménages en l'absence de leurs maris.

Les différents acteurs interrogés insistent sur la contribution de ces activités au développement économique de la commune. C'est dire que les réalisations des migrants sont en train d'impulser une dynamique positive sur le plan économique en faisant éclore les initiatives locales sources de changements positifs dans la population.

4.3. Le transfert de compétences

Le migrant par sa mobilité devient un acteur de recompositions territoriales (Lima, 2003) et par conséquent de transfert de compétences. Les habitants de la commune arrivent, sans aller loin et à faibles coûts, à satisfaire leurs besoins en divers objets confectionnés à partir du bois notamment les chaises, les bancs, les tables, les tabourets, les lits et d'autres objets d'ameublement relevant de la menuiserie.

Depuis quelques années, le métier de la menuiserie est venu s'ajouter au savoir faire des populations de la commune. Ce métier, comme bien d'autres, vient élargir les activités de l'artisanat, et permet le transfert des compétences, comme en attestent les propos d'Andy un des menuisiers de Allakaye : *« pendant mon séjour en Côte d'Ivoire, je me suis investi dans la menuiserie et le plafonnage, que je poursuis ici ; ceux-là me permettent de subvenir à mes besoins »*. Il ajoute par la suite : *« bien que je sois forgeron, métier que d'ailleurs je maîtrise, je préfère m'adonner à la menuiserie grâce à laquelle j'arrive à soutenir ma famille. Je confectionne des portes, des lits, ... qui sont vendus à très bas prix. Cela me permet d'être indépendant de la grande famille »*.

Certains migrants pendant leur séjour dans le pays d'accueil exercent comme activité la maçonnerie. Ils apprennent certains types de constructions autres que celles de leurs localités de départ. A leur retour, ils les reproduisent dans les villages. La maçonnerie, dit Abdou Karim, est *« mon métier le plus noble car il me rapporte plus que l'agriculture. (... ..). Certains contrats de construction en « banco » me rapportent 800 000 à 1 000 000 FCFA. C'est ce qui fait qu'aujourd'hui, pour gagner mon pain, je ne me déplace pas »*.

La couture, est une activité prometteuse pour certains migrants de la commune. Le récit de Mohamed, un migrant de retour à Allakaye après plusieurs années de séjour en Côte d'Ivoire est assez édifiant : *« à Abidjan, j'avais mon propre atelier où je confectionne des habits répondant au style ivoirien. C'est un métier très noble, qui m'a permis de soutenir ma famille. En 2005, j'ai pu envoyer à ma famille une somme de 70 000 FCFA. A mon retour au village, avec mes deux machines à coudre, j'ai ouvert cet atelier où j'exerce mon savoir faire me rapportant plus que l'agriculture, surtout quand je reproduis « le style ivoirien »*. Les femmes ne sont pas restées en marge de cette activité. Certaines femmes migrantes ont su apprendre ce métier qu'elles exercent une fois de retour au village. C'est le cas de Fassouma qui après un séjour au Ghana en compagnie de son mari a appris à coudre. Cette activité constitue, aujourd'hui, le principal soutien de cette femme après la mort de son mari.

4.4. Les aspects négatifs de la migration

La migration n'a pas que des effets positifs. Certains comportements et actions des migrants tant sur le plan économique que social peuvent être perçus comme défavorables à la communauté.

4.4.1. Les effets économiques néfastes de la migration

Les transferts de ressources des migrants dans la commune d'Allakaye, entravent le développement des petits commerces. En effet, la plupart des familles bénéficie de produits divers en provenance des zones de migration. L'arrivée des produits cosmétiques, des denrées alimentaires, des parures a considérablement réduit la fréquentation des clients des étalages de certains commerçants. L'arrivée des marchandises par l'intermédiaire des émigrés, venant souvent du Nigeria ou d'ailleurs, est un moment très stressant pour les petits commerçants qui auront du mal à écouler leurs produits. Pour mieux illustrer son inquiétude, une commerçante de Gabastawa s'exprime en ces termes : « *avant, je vendais bien mes marchandises essentiellement constituées des produits alimentaires mais l'acheminement, par les migrants de produits similaires et en grande quantité a fait régresser mon activité* ».

Le développement du secteur informel limite les recettes des collectivités territoriales surtout, en cette période de décentralisation, où les ressources doivent provenir, en majeure partie, des taxes et impôts. L'exemple le plus illustratif est le cas des cabines téléphoniques qui servent de moyens de transferts monétaires pour les migrants. Elles évoluent dans l'informel, parce que aucune taxe n'est prélevée ni par l'Etat et encore moins par les collectivités locales. Cet état de fait qui accroît l'économie souterraine du pays et de la commune ne favorise pas la mobilisation des ressources pour des actions de développement.

4.4.2. Les effets pervers de la migration dans la vie sociale des villages

Même si elle a des avantages indéniables, la migration n'est pas sans inconvénients. Ainsi, selon le Maire d'Allakaye « *on assiste ces dernières années à une dépravation des mœurs* ». En effet, la visualisation de certains films de violence et l'imitation des actions des gangsters dans les pays côtiers tendent à rendre les jeunes violents dans cette communauté. La consommation des stupéfiants, les grossesses non désirées des jeunes filles et même des femmes mariées, les maladies sexuellement transmissibles, l'escroquerie sont entre autre les conséquences néfastes de la migration. Aussi, on relève ces dernières années une forte fréquence de divorces dans la communauté. Par exemple, à Allakaye Gabass entre 2005 et 2007, 102 cas de divorce ont été enregistrés par les imams du village et 120 cas entre 2002 et 2007 à Allakaye Yamma.

Lors des entretiens, la plupart des interlocuteurs ont cité la migration comme un des facteurs qui entravent la fréquentation scolaire. Le phénomène est plus ressenti chez les filles dans la mesure où certains parents n'hésitent pas, à retirer leurs filles de l'école pour les donner en mariage aux émigrants. La migration produit des effets d'entraînement dans la société. Les revenus substantiels ramenés par les migrants incitent les jeunes restés au village, qu'ils soient scolarisés ou non scolarisés, à tenter l'aventure dès que l'occasion se présente. Certains départs sont encouragés par des parents démunis qui trouvent en cette activité un palliatif à leur situation de pauvreté ou même le moyen de constituer un capital qui servira comme source de financement des activités génératrices de revenus. On est dans une situation semblable à celle de la commune d'Illéla où un membre du COGES affirme que « l'école est comme une garderie ; dès qu'un enfant grandit, il va en exode » (Magawata et *al.*, 2005).

Les enfants dont les parents sont restés dans les pays d'accueil, cherchent toujours à rejoindre ces derniers et n'hésitent pas à abandonner l'école, quelles que soient par ailleurs les bonnes conditions d'étude dans lesquelles ils se trouvent.

Le séjour prolongé dans le pays d'accueil, suppose un degré d'intégration au sein de la communauté étrangère. Il se manifeste par la manière de parler et les styles vestimentaires. Ces comportements n'ayant aucun fondement dans la culture du milieu, peuvent aisément s'observer chez les migrants circulaires pris individuellement comme en groupe.

CONCLUSION

Partant de l'analyse des éléments de réponse autour de la question centrale de cette recherche qui est celle de savoir comment l'émigration des natifs en milieu rural peut contribuer à l'amélioration des conditions de vie des ménages et accroître le niveau de développement un constat a été dressé. Les transferts des migrants (fonds, ressources, compétences,...) contribuent à l'amélioration des conditions de vie de la population rurale dans la zone de départ confirmant ainsi notre première hypothèse. En effet, la migration présente des effets bénéfiques pour la communauté, car nombreux sont les migrants qui parviennent à subvenir aux besoins de leurs familles grâce aux ressources générées par cette activité. L'acheminement de diverses denrées ainsi que les transferts monétaires des migrants à leurs familles ont contribué directement ou indirectement à l'amélioration des conditions de vie de cette population rurale.

Les investissements des migrants dans cette commune favorisent un changement de comportement et impriment une dynamique économique ce qui confirme notre deuxième hypothèse. Ainsi, des multiples actions individuelles et collectives notamment sur l'agriculture, l'habitat, le transport,

la communication ont favorisé le bouleversement du mode de vie dans ce milieu rural.

Cependant les migrations ne présentent pas que des aspects positifs dans la mesure où elles produisent des effets d'entraînement contraires aux bonnes mœurs de la société de départ mais aussi portent atteinte à la scolarisation, socle incontournable dans l'amorce d'un changement sociétal qui serait à la base du développement de la commune.

Ainsi, dans un monde devenu planétaire où la mobilité est perçue comme facteur de brassage et d'éclosion des esprits la vision négative de la migration doit être revue par les acteurs de la scène publique au Niger. Mieux, il faudrait orienter les réflexions vers une meilleure rentabilisation de la migration surtout pour des espaces ruraux à l'image de la commune d'Allakaye où les initiatives individuelles et collectives tendent à dépasser le stade de survie en évoluant vers des actions plus structurantes.

BIBLIOGRAPHIE

ABOUBACAR (S.), 2005. *Exode rural et participation communautaire : cas du village d'Allakaye (Bouza)*, Mémoire de Maîtrise de sociologie, Université Abdou Moumouni de Niamey, 74 p.

AUBRY (M.), 2006. *Immigration, comprendre et construire !*, Editions l'Aube, Hugues Nancy, 261p.

Bureau Central du Recensement, 2006. *Répertoire National des communes du Niger (RENACOM)*, 525 p.

Commune Rurale d'Allakaye, 2002. *Recensement administratif de la commune d'Allakaye* du 09 mars 2002.

Commune Rurale d'Allakaye, 2005. *Monographie de la commune d'Allakaye*.

Commune Rurale d'Allakaye, 2007. *Registre du rapport annuel de la commune d'Allakaye*.

GAMBO (O.), 2007. *Impacts des migrations dans la commune rurale d'Allakaye, mémoire de maîtrise de sociologie*, Université Abdou Moumouni de Niamey, 97 p.

GRAWITZ (M.), 2004. *Lexiques des sciences sociales*, 8ème édition, La tipografica varese S.p.A, Italie, 421 p.

GUY (E.) et ZOUNGRANA (A.), 2003. « Les Mossi dans la région de la Boucle du Mouhoun. Migration, économie et intégration sociale », pp 311 – 332 in COQUERY-VIDROVITCH et al, *Être étranger et migrant en Afrique au XXè siècle, enjeux identitaires et mode d'insertion*, Volume II, L'Harmattan, Paris, 530 p.

- KILANI (M.) et WAZIRI MATO (M.), 2000. *Gomba Hausa, dynamique du changement dans un village sahélien du Niger*, Payot, Lausanne, 75 p.
- LIMA (S.), 2003. «Espaces associatifs faces aux communes rurales. Recompositions spatiales, émergences des acteurs locaux et nouvelle perspective pour le développement dans la région de Kayes (Mali)», pp. 279 - 309, in CHAREF Mohamed et GONIN Patrick, (2005), *Emigrés / Immigrés dans le développement local*, ORMES, Agadir, sud contact, 361 p.
- LISANNE (T.), 2006. *Migration et développement : les transferts monétaires des immigrants haïtiens de la région métropolitaine de Montréal*, Université de Montréal, 98 p.
- MAGAWATA (M.) et WAZIRI MATO (M.), 2005. *Étude diagnostique socioéducative du département d'Illéla*, CONCERN – Niger, 94 p.
- MEYE MEYA (S.), 2000. «Mesure de la migration et son impact socio-économique au Gabon », in *Statistique, Développement et droit de l'Homme*, pp 1-10.
- MOUNKAILA (H.), 2002. «De la migration circulaire du territoire local dans le Zarmaganda (Niger) » in *Revue Européenne des migrations Internationales*, volume 18, n°2, pp. 161- 187.
- MOUNKAILA (H.), AMADOU (B.), BOYER (F.) et GARBA (A.), 2010. « Circulations migratoires et Transferts de fonds dans la région de Tahoua (Niger) » in *Le Journal des Sciences Sociales* n° 7, pp 55 – 69.
- OUEDRAOGO (D.), 2002. «Migrations circulaires et enjeux identitaire en Afrique de l'Ouest », in *les cahiers du GRES*, vol.3, n°1, pp 7-24.
- Programme FSP-2003, 2007. *Rapport méthodologie, Mesure en continue des mobilités spatiales*, novembre, 31 p.
- QUIVY (R.) et CAMPENHOUDT (L. V.), 1995. *Manuel de recherches en sciences sociales*, (2eme édition), Dunod, Paris, 288 p.
- RAYNAUT (C.), 1973. *Structures normatives et relations électives, étude d'une communauté villageoise haoussa*, col. Mouton, Paris, 314 p.
- République du Niger, 2002. *Atlas national du Niger*, Ministère de l'Aménagement du Territoire, 53 p.